

Zeitschrift: Bulletin / Vereinigung Schweizerischer Hochschuldozenten = Association Suisse des Professeurs d'Université
Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Hochschuldozenten
Band: 18 (1992)
Heft: 3-4

Artikel: Les universités européennes : entre nationalisme et internationalisme
Autor: Cusin, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-894245>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Prof. Michel Cusin,
Président honoraire de l'Université
Lumière à Lyon. Né le 23 février 1933.
Professeur à l'Université Lyon 2.
Président de cette Université
1986–1991. Vice-président du Comité
de Liaison des Universités de la
Communauté Européenne.

Michel Cusin

Les universités européennes, entre nationalisme et internationalisme*

Tout le monde s'accorde, universitaire compris, pour reconnaître que la crise des idéologies et la mondialisation de la culture, constituent deux traits dominants de notre civilisation contemporaine. Le constat est tout aussi unanime quant aux conséquences fâcheuses qui en découlent. D'une part, on assiste à la réaffirmation ambiguë des logiques identitaires à travers les différenciations ethniques, nationales ou religieuses; d'autre part, le consensus à l'échelle mondiale entraîne un retour du racisme comme si l'unité du genre humain n'était pas supportable sans l'exclusion sacrificielle de certains, et comme si la mondialisation ne pouvait se payer qu'au prix d'une désocialisation qui désagrège le tissu des corps intermédiaires, pour ne laisser face à face que les individus et l'univers.

Face à ce désastre (nuit sans étoiles, au sens étymologique du terme), les universités, vouées traditionnellement aux lumières, bien avant le siècle du même nom, se retrouvent dans la nuit. Impuissantes à juguler le racisme par leurs discours, écartelées entre leur penchant traditionnel pour l'internationalisme et les séductions des nationalismes, elles en viennent à oublier que leur force tient précisément en ce qu'elles demeurent le lieu où les contradictions sociales se nouent, source vitale d'action et de changement pour toute société. C'est ce lieu de contradiction constitutif que nous voudrions d'abord préciser, avant de voir comment les universités peuvent faire face à la crise identitaire des peuples et des individus, pour terminer par le rôle que l'Europe peut jouer avec elles et entre elles dans cette triste affaire.

1. Les vocations contradictoires des universités.

De tous temps, les universités ont été écartelées entre des missions contraires qui ont donné lieu à des compromis variables suivant les époques. Deux de ces vocations antagonistes sont pertinentes pour notre propos: leur vocation à **l'universalité** et leur vocation à la **singularité, la force de proposition** qu'elles doivent être dans la société, en même temps que la **force de protestation** qui est leur est indispensable pour assurer le progrès des lumières, tant il est vrai qu'il n'est point de société sans organisation ni de société sans utopie.

L'universalisme des universités est affiché dans leur titre traditionnel *d'Universitas studiorum*, mais chacune porte un patronyme de lieu qui la singularise: *Universita di Roma, La Sapienza*. La Conférence des Recteurs européens s'est penché, à Durham, sur l'enracinement économique et culturel qui les rends dépendantes de forces extérieures, alors que l'indépendance académique intellectuelle reste pour elles un de leurs fondements. Si la vocation internationale de la science, et l'échange mondial des chercheurs qui en découle, fait l'unanimité, la question reste ouverte de savoir s'il convient de défendre la pluralité des cultures nationales ou locales, alors que *l'American way of life* impose peu à peu l'internationalisation du *jean* et la civilisation de *Vodka-Cola*.

La deuxième contradiction est encore plus vive que la première à laquelle elle est souvent liée: l'université se doit de coopérer avec son milieu social et économique tout en refusant d'être asservie à quelque pouvoir que ce soit. Or, si, tôt ou tard, tous les états et tous les pouvoirs économiques (y compris la Communauté européenne), découvrent que la matière grise est aussi importante pour leur expansion que les matières premières, comment éviter la main mise sur des établissements qui ont aussi pour vocation les progrès des sciences et la transmission équitable de la culture et qui se doivent donc de protester sans relâche contre les idées reçues et contre le conservatisme inhérent à toute société. Périodiquement, à travers le monde, à Paris, à Séoul, à Mandalay, à Santiago du Chili ou sur la place Tien-an-men, des étudiants et des professeurs protestent, parfois au prix de leur vies, au nom des grands principes qui fondent leurs universités particulières et l'Université en général.

Il n'est donc pas étonnant – le fait a été constaté clairement à la conférence de l'Association Internationale des Universités à Helsinki, – qu'au moins trois sortes de conceptions des universités s'affrontent sur notre planète: celles des universités du Tiers-Monde qui n'hésitent pas à sacrifier leurs

* Exposé tenu dans le cadre du 3ème Forum Européen «La Sapienza» qui eut lieu le 4 mai 1992 à Rome.

vocations universalistes à l'appui inconditionnel qu'elles se doivent d'apporter au développement de leur pays; celles des universités du Japon qui, pour d'autres raisons, ont choisi la dimension nationale et la force de proposition au détriment de la mission de contestation et, enfin, celles qui, de San Francisco à Vladivostock sont tentées par la mission de protestation et par l'universalisme, avec d'autant plus de passion que certaines, à l'Est de l'Europe, ont été, contre leur gré, contraintes d'assumer une mission nationale, voire nationaliste, de collaboration idéologique. Sans doute faut-il aussi rappeler qu'au cours des siècles, les pôles privilégiés de ces contradictions ont varié et que le dix-neuvième siècle, depuis le discours de Fichte à la nation allemande prononcé à l'université de Iéna, a plongé les universités européennes dans des vagues de protestation nationaliste qui pourraient, hélas, reprendre force de nos jours, au moment où les universités sont confrontées au retour exalté des différences qui prétendent apporter remède à la vacillation des identités.

2. Les universités et la crise identitaire en Europe.

Dans nos sociétés consensuelles, et d'autant plus vivement après l'effondrement des régimes communistes, il semble bien qu'il faille trouver une figure de l'Autre à exorciser et à exclure. Qui sera le Grand Satan de l'Europe maintenant que le diable soviétique est retourné aux enfers? Le satiriste Felix Brown a même inventé une apostrophe célèbre pour ridiculiser cette persistante nécessité de trouver des boucs émissaires dans un univers de plus en plus unifié: «Martiens, go home». Quelle est donc, sur ce point, la tradition des universités et le rôle qu'elles doivent assumer?

Traditionnellement, les universités, on l'a vu, sont internationalistes, plus catholiques (au sens étymologique du terme) que les églises à prétention universelle, et la science qu'elles propagent cherche à réduire constamment l'altérité du réel pour l'aménager en réalités connues. Si elles se satisfont de cette vocation, les universités ne peuvent qu'exaspérer les particularismes et les différences d'autant qu'elles ont été, jusqu'ici, le lieu de la sélection sociale. Chacun sait, – et les troubles récents aux Etats-Unis le rappellent cruellement, – comment le pas est vite franchi entre *sélection sociale* et *sélection raciale* et comment le succès, en France, des mouvements nationalistes, s'explique par la conjonction du chômage et de l'immigration maghrébine. Il faut, toutefois, se garder de conclure, trop précipitamment, que les universités doivent renoncer à leur universalisme pour aider

les peuples à reconstruire des identités confisquées par les idéologies totalitaires, et pour encourager les sociétés à retisser un tissu social déchiré par le déracinement urbain.

En fait, les universités au XX^{ème} siècle, sont tenues, sous peine de mort, de cultiver la tension entre **tradition et innovation**, en évitant de survaloriser la transmission d'un savoir ésotérique réservé à une élite, ce qui feraient d'elles des sectes scientifiques, mais aussi de survaloriser la nécessaire ouverture de l'Enseignement Supérieur aux masses, en diluant dans un syncrétisme uniforme les formations intellectuelles pointues qui ont, jusqu'ici, fait leur force. Il leur faut intégrer, dans leurs politiques et dans leurs démarches, cette double tradition qui est la leur: héritières du message à portée universelle du Christiansisme (le salut pour les Gentils et non point pour le seul peuple élu), elles sont *lumen ad revelationem gentium*, et ne peuvent se contenter de reproduire une culture de classe même sous couvert de promotion sociale. Mais, par ailleurs, une autre tradition fait d'elle des machines à intégrer les savoirs – c'est ainsi que progresse la science depuis que St Thomas d'Aquin a réussi ce tour de force de christianiser Aristote... – donc des machines à écraser les différences; or, on a vu que l'intégration totale se paye du prix de l'exclusion.

Peut-être leur faudrait-il d'abord réaffirmer solennellement, en particulier à l'attention de ceux qui les financent mais aussi à l'attention de leurs professeurs, que **la seule discrimination admise en leurs murs est celles des intelligences**, tout en sachant que, culturellement au moins l'intelligence est liée, pour partie, à la classe sociale des étudiants. Réaffirmer également, (mais là le consensus n'existe pas, même en France où l'Enseignement Supérieur a l'ambition, sans avoir peut-être les moyens, d'offrir une formation post-secondaire à 80% d'une classe d'âge), réaffirmer que l'Enseignement Supérieur **ne peut se limiter à la formation des élites**. Enfin, les universités pourraient être le vivant exemple d'une articulation de la *diversité dans l'unité*, qui est sans doute le remède le plus efficace contre le racisme, dans leur mode de fonctionnement lui-même. Est-on sûr, par exemple, qu'à travers toute l'Europe il n'existe pas d'université qui ne se réduise à la simple juxtaposition de départements ou de Facultés? Est-on sûr, qu'à travers toute l'Europe les universitaires ont le sentiment d'appartenir à la fois à une communauté locale bien vivante et à une communauté scientifique internationale non abstraite? La création de nouvelles universités peut-elle se faire en tenant compte des besoins réels des régions ou bien des prétentions imaginaires des ethnies et doit-elle se faire en

acceptant que soit portée atteinte à *l'universitas studiorum* par la création d'universités réduites à une ou deux facultés pour faciliter la gestion des établissements et y faire taire (ou à tout le moins y diminuer) la force de protestation? On sait que ce fut le cas en France après 1968. Enfin, par delà tous les discours, conférences et projets de lois qui essaient de traiter de la relation entre université et industrie, les universités européennes seront-elles capables de coopérer avec les pouvoirs politiques et avec les pouvoirs économiques sans perdre leur indépendance et leur force de protestation scientifique, mais aussi culturelle et donc sociale? A toutes ces questions, la construction européenne est de nature à favoriser l'élaboration de réponses adéquates et, pourquoi pas, originales.

3. Les universités et l'identité européenne.

L'identité européenne demeure un slogan ou un mythe, même à l'intérieur de la Communauté européenne en attendant la ratification du traité de Maastricht. Elle demeure à construire et les universités de l'Europe ont un rôle capital à jouer pour cela. Le nom **Europe** provient d'un mythe grec longtemps jugé indécent par les européens eux-mêmes, puisqu'il raconte l'histoire d'un viol consenti. En 1561, un certain Guillaume Postel avait même proposé de changer le nom du continent en **Japhétie**, en référence à l'un des trois fils de Noë qui, après le déluge, se seraient bibliquement partagé les trois continents d'alors. Quant aux contours géographiques du continent, ils sont trop flous pour qu'ils puissent en définir l'identité. La formule gaullienne «de l'Atlantique à l'Oural» laisse ouverte la question de l'identité turque (Constantinople fut de 315 à 395 la capitale d'une Europe unifiée), et ne dit rien de cette *mare nostrum*, qui fut jadis le cœur de l'Europe civilisée et qui n'aurait plus que sa rive nord. Par ailleurs l'usage que font les Britanniques du mot «continent» appliqué à l'Europe, y compris quotidiennement dans la météorologie, montre à l'évidence qu'ils n'en font pas partie. Historiquement, l'identité européenne est encore plus problématique puisque l'histoire du continent se résume en une série de fractures de plus en plus graves pour culminer en deux guerres mondiales nées sur son sol, après les échecs sanglants d'unification par les Empires, qu'ils s'agisse du saint Empire Romain Germanique et de ses avatars en deuxième et troisième Reich, ou de l'Empire Français napoléonien (le premier, puis le second en pire). Culturellement enfin, on peut se demander, – c'est la thèse en France de certains géopoliticiens, – si, par delà les morcèlements successifs de l'Europe des nationalités, ne demeure

pas une fracture essentielle dont l'identité culturelle de l'Europe ne s'est jamais remise, celle du grand schisme de 1054 dont les dimensions religieuses ne doivent pas occulter les dimensions culturelles.

Si l'identité de l'Europe reste largement à construire, pour éviter les débordements nationalistes, ethniques ou religieux, une partie non négligeable en incombe aux politiques et aux économistes, mais la dimension culturelle relève de l'engagement des systèmes éducatifs et des universités, dans la mesure où ces dernières peuvent encore, malgré l'importance démesurée des médias, influencer l'opinion publique et les us et coutumes de chaque pays. Qu'ils s'agisse de créer une fédération à l'échelle de la CEE ou une Confédération à l'échelle de l'Europe tout entière, les politiques n'éviteront pas la questions du fédérateur et la question de la taille des micro unités à fédérer. «L'Europe des nations ou l'Europe des tribus» tel était le titre provocateur d'un symposium international tenu récemment à Paris. Comme si la France de Clémenceau et les Etats Unis de Wilson n'en n'avaient pas fini de regretter les conséquences désastreuses pour l'Europe du traité de Versailles. Nos gouvernements n'éviteront pas davantage la question de savoir si une fédération ou confédération peu s'organiser en faisant l'économie d'une guerre fondatrice (la révolte des colonies anglaises pour les U.S.A., la révolte des quatre cantons contre les Habsbourgs pour la Confédération Suisse) puis d'une guerre de sécession (sudistes contre nordistes aux U.S.A., le *Sonderbund* dans la *Confederatio Helvetica*). En revanche, les universitaires ont devant eux un travail de réflexion et d'action de plus longue haleine, assorti de projets communs immédiats.

Les juristes d'abord devraient faire comprendre qu'une Europe organisée en simple zone de libre échange ne ferait qu'exacerber les divisions ethniques et sociales si un contre poids politique ne venait en corriger les inévitables excès. L'exemple, *a contrario*, de ce qui s'est passé jusqu'ici dans la CEE devrait donner matière à réflexion. On y prône, en effet, un principe unique pour le marché unique, celui de la **subsidiarité**, principe emprunté d'ailleurs à la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Or ce principe ne peut, à lui seul, constituer un espace juridique et définir une ligne claire de partage des compétences entre le local et le global ou entre les différents niveaux de responsabilité. En France, il a fallu un texte de loi pour délimiter les compétences des régions lors de la décentralisation et aux USA, les droits de l'État fédéral sont limités et précisés. L'Europe peut-elle faire l'économie, à terme, d'une Constitution écrite, quelle que

soit la forme de son organisation et quelles que soient ses limites géographiques ? Nos juristes savent qu'il n'est pas d'espace juridique sans espace politique et sans autorité capable de mettre en balance les intérêts opposés, d'arbitrer et de trancher. C'est pourquoi les universités devraient s'opposer à l'édification d'une Europe qui serait exclusivement celle de la libre concurrence, fût-ce la libre concurrence entre les universités. Cette Europe Darwinienne serait celle des hyènes et des panthères dont les proies seraient faciles, tant à l'Est qu'au bord de la Méditerranée.

Les universités en Europe doivent donc contribuer à faire naître un esprit européen correspondant à une véritable **citoyenneté européenne**, qui viendrait s'ajouter aux citoyennetés nationales et locales. Leur rôle à travers les siècles n'a-t-il pas toujours été d'aider chaque étudiant à prendre en main son destin pour en faire un dessein, et corriger ainsi les inégalités de fait par une **égalité** des chances et une **solidarité** civique ? Là encore, il leur faudrait donner d'abord l'exemple en instituant entre elles une solidarité institutionnalisées qui puisse corriger les déséquilibres académiques entre l'Ouest et l'Est, entre le Nord et le Sud. Plus concrètement, par exemple, les réseaux de coopération ne devraient pas inclure seulement des universités d'excellence; les flux d'étudiants ne devraient pas, dans les programmes de la CEE (ERASMUS ou TEMPUS), être à sens unique et conduire ensuite à des *brain-drains* dévastateurs au profit d'un Nord-Ouest européen suravantage. Si l'évaluation de la qualité des universités est inévitable en Europe, c'est aux universités autant qu'aux gouvernements qu'il appartient de veiller pour que les conséquences n'en soient pas d'encourager les universités intellectuellement riches à créer des cartels ou des holdings académiques pour truster les financements publics ou privés.

La tâche des universités européennes ne sera pas facile si elles veulent échapper à l'individualisme sauvage si contraire à l'esprit européen. Une **Europe multiculturelle** doit, grâce à elle, se construire, bien que l'exemple de la Belgique et de la Yougoslavie ne soient guère encourageants. Encore faudrait-il que les universités retrouvent une *lingua franca* qui, les unifiant, permettent, comme au moyen-Âge, le développement des langues vulgaires et des cultures locales. Que l'anglais, devenu langue mondiale à cause de suprématie de la civilisation américaine, soit, de fait et de façon irréversible, cette langue de communication, voilà qui n'est pas de nature à faire prendre conscience aux universitaires de la nécessité d'instaurer, entre l'universalisme et le nationalisme, cet esprit d'appartenan-

ce à une communauté européenne, sans lequel l'engrenage du racisme et de l'exclusion sera sans fin. Pourtant, et pour ne pas terminer sur une note trop pessimiste, je voudrais signaler que la force tranquille des universités n'est pas sans effet, comme on peut en juger dans ce qui va devenir l'Union Européenne après Maastricht. Le 25 mars, un euro-manuel d'histoire, – domaine des nationalismes par excellence – a été publié conjointement en Belgique, en France, en Grèce, en Hollande et au Portugal après avoir été déjà publié en Italie. Par ailleurs, la charte transeuropéenne des professeurs d'histoire, établie à l'initiative du Conseil de l'Europe va aboutir, on l'espère, à une directive de la Commission de Bruxelles après laquelle il ne sera plus possible à un ministre des Douze de modifier les programmes sans consulter les professeurs d'histoire et la Charte qui les liera.

En guise de conclusions, deux questions et trois considérations. Les universités européennes veulent-elles contribuer à la naissance de cet esprit européen, intermédiaire entre internationalisme et nationalisme, plus libre que l'esprit communiste mais plus solidaire que l'esprit capitaliste ? Veulent-elles contribuer à la naissance d'une Europe plurielle et indivisible, dans laquelle le continent ne sera ni morcelé ni unifié mais organisé ? Si oui, elles doivent donner l'exemple de la réussite dans leur propre domaine en montrant qu'il est possible d'harmoniser sans uniformiser, en montrant qu'il est possible de maintenir l'exigence intellectuelle de la qualité et l'exigence civique de la solidarité. Si oui, elles doivent demeurer des lieux de tensions et ne pas céder sur leurs vocations contradictoires : **arranger sans cesse, mais déranger toujours.**

Mais chacun sait bien qu'internationalisme et nationalisme sont affaire de cœur plus que d'intellect. Le titre de Citoyen du monde fera toujours vibrer les passions et l'amour sacré de la patrie (les français qui chantent la Marseillaise le savent bien), ne peut qu'appeler à verser le sang – et qu'est donc, qu'«un sang impur» ? Voltaire allait même jusqu'à prétendre que «souhaiter la grandeur de sa patrie c'est en vouloir à ses voisins.» L'amour profane de l'Europe peut-il transformer l'amour sacré de la patrie en *amour discret de la patrie* selon le titre d'un ouvrage récent de Bertrand Renouvin ? Le jour d'y croire est sans doute arrivé; mais comme aime à le dire Jacques Delors : «On ne tombe pas amoureux d'un supermarché».

Adresse de l'auteur:
Prof. Michel Cusin,
Président honoraire de l'Université Lumière,
86, rue Pasteur, 69365 Lyon Cedex 07